

NOTE DE SERVICE

N° 00-021-M14-M51 du 10 février 2000

NOR : BUD R 00 00021 N

Texte publié au BOCP

DISPOSITIONS BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES
DE LA LOI n° 99-1126 DU 28 DÉCEMBRE 1999
MODIFIANT LE CGCT ET RELATIVE À LA PRISE EN COMPTE
DU RECENSEMENT GÉNÉRAL DE POPULATION DE 1999.

ANALYSE

Date d'application : 01/01/2000

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; RECENSEMENT ; POPULATION ;
BUDGET ; COMPTABILITÉ ; DOTATION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 19

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6ème Sous-direction - Bureau 6C

SOMMAIRE

1. DÉLAI DE MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES SUITE AU RECENSEMENT.....	3
2. REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT	4
2.1. La procédure de reprise après le vote du compte administratif.....	4
2.1.1. Le résultat cumulé de la section de fonctionnement est excédentaire.....	4
2.1.2. Le résultat cumulé de la section de fonctionnement est déficitaire	5
2.1.3. Dispositions communes	5
2.2. La procédure de reprise anticipée des résultats	5
2.2.1. La période de reprise anticipée	5
2.2.2. les conditions	5
2.2.3. Le calcul du résultat à reprendre.....	6
2.2.4. La régularisation	6
3. MODIFICATION DE L'IMPUTATION COMPTABLE DE LA T.D.E.N.S. ET DE LA T.D.C.A.U.E.....	7

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE :	Articles 7, 8, 12 de la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999 modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales.	8
----------	--	---

La présente note de service a pour objet de porter à la connaissance des comptables en les explicitant les dispositions budgétaires et comptables contenues dans la loi n°99-1126 du 28 décembre 1999 modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales.

Trois articles de la loi susmentionnée contiennent en effet des dispositions budgétaires et comptables :

- l'article 7, qui insère dans le CGCT un article L 2311-4, traite du délai dont disposent les communes pour se conformer aux obligations d'ordre budgétaire et comptable liées à leur appartenance à une strate démographique différente.
- l'article 8, qui insère dans le CGCT un article L 2311-5, décrit la procédure d'affectation du résultat et pose le principe de l'obligation de reprise des résultats, au plus tard avant la clôture de l'exercice suivant. Il traite également du dispositif de reprise anticipée des résultats. Cette procédure avait été instaurée par l'instruction budgétaire et comptable M14 en 1997 puis reconduite en 1998 et 1999. La loi du 28 décembre 1999 lui donne une assise législative et l'étend à l'ensemble des résultats, alors qu'elle était jusqu'à présent limitée à la reprise de l'excédent de fonctionnement disponible.
- l'article 12 modifie l'imputation comptable de la taxe départementale pour le financement des dépenses de conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (T.D.C.A.U.E.) et de la taxe départementale des espaces naturels sensibles (T.D.E.N.S.).

1. DÉLAI DE MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES SUITE AU RECENSEMENT

L'article 7 crée l'article L.2311-4 du C.G.C.T. qui prévoit d'accorder un délai d'un exercice budgétaire aux communes et à leurs établissements publics administratifs, pour procéder aux modifications des obligations budgétaires et comptables auxquelles ils sont soumis en fonction de leur appartenance à une strate démographique.

En effet, plusieurs textes prévoient la mise en œuvre de dispositions budgétaires et comptables différentes selon le seuil démographique de la commune.

Le C.G.C.T. prévoit notamment pour les communes de plus de 3 500 habitants :

- l'organisation d'un débat d'orientation budgétaire (art. L.2312-1) ;
- les dotations aux amortissements et aux provisions (art. L.2321-2) ;
- la présentation fonctionnelle des budgets votés par nature (art. L.2312-3) ;
- les annexes devant assortir les documents budgétaires ainsi que la publication de certains d'entre eux (art. L.2313-1).

De même l'application des maquettes annexées à l'arrêté du 9 novembre 1998 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14, pour ce qui concerne les budgets primitifs et à l'arrêté du 17 août 1999, s'agissant des comptes administratifs, est reportée d'un exercice pour les communes dont le franchissement de seuil de population suppose le changement de maquette.

Cet article concerne les communes, mais également leurs centres communaux d'action sociale, leurs caisses des écoles et les établissements publics de coopération intercommunale dont elles sont membres.

Ce dispositif est applicable à l'issue d'un recensement général ou complémentaire de population.

Il ne constitue toutefois qu'une simple faculté pour les communes et leurs établissements publics administratifs. S'ils le souhaitent, ils peuvent appliquer immédiatement les dispositions budgétaires et comptables nouvelles.

2. REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

L'article 8 de la loi apporte des précisions pour la reprise des résultats des communes et de leurs établissements publics administratifs au budget de l'exercice suivant.

2.1. LA PROCÉDURE DE REPRISE APRÈS LE VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

La procédure d'affectation des résultats est décrite dans le tome II de l'instruction budgétaire et comptable M14.

2.1.1. Le résultat cumulé de la section de fonctionnement est excédentaire

2.1.1.1. La décision d'affectation du résultat

Il est affecté en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif.

Cette décision pourra être le budget primitif, si le compte administratif a été voté auparavant, le budget supplémentaire ou une décision modificative dans le cas contraire.

L'affectation est une décision distincte de la reprise des résultats après affectation.

Concrètement, ces deux décisions pourront intervenir, soit simultanément, si le conseil municipal décide d'affecter le résultat et le reprend immédiatement dans le budget primitif, supplémentaire ou la décision modificative, soit successivement, si le conseil municipal se contente dans un premier temps d'affecter le résultat. Dans ce cas, la délibération du conseil municipal portant affectation du résultat sera suivie de la décision budgétaire de reprise (budget primitif, budget supplémentaire ou décision modificative) dont elle constituera la justification.

L'affectation doit avoir lieu avant la fin de l'exercice suivant l'exercice clos.

Le résultat de la section de fonctionnement apparaissant au compte administratif, sur lequel porte la décision d'affectation, est le résultat constaté à la clôture de l'exercice. Il est constitué par le résultat comptable de l'exercice augmenté du résultat reporté à la section de fonctionnement du budget du même exercice (résultat cumulé).

Le résultat à affecter ne comprend pas les restes à réaliser de la section de fonctionnement.

Seul le besoin de financement de la section d'investissement tient compte des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement. Pour le solde et selon la décision de l'assemblée délibérante, il est affecté en excédent de fonctionnement reporté ou en une dotation complémentaire en réserves.

2.1.1.2. La reprise des résultats dans les documents budgétaires

Le montant de l'affectation en réserve, celui du résultat de fonctionnement reporté, le solde de la section d'investissement et le montant des restes à réaliser sont repris dans les documents budgétaires.

Pour son exécution, l'affectation en réserves à la section d'investissement nécessite l'émission d'un titre de recettes sur le compte 1068, conforme à la délibération d'affectation.

2.1.2. Le résultat cumulé de la section de fonctionnement est déficitaire

Le résultat déficitaire de la section de fonctionnement fait l'objet d'une reprise qui s'opère également dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif. Il n'y a pas d'affectation possible, le déficit de fonctionnement ne pouvant s'inscrire que dans les dépenses de fonctionnement (ligne 002 en dépenses).

2.1.3. Dispositions communes

Le besoin de financement ou l'excédent de la section d'investissement sont reportés en dépenses ou en recettes de la section d'investissement (ligne 001) ainsi que les restes à réaliser de chacune des deux sections.

La reprise des résultats comme des restes à réaliser s'effectue toujours avant la fin de l'exercice suivant l'exercice clos.

Enfin, la reprise des résultats s'effectue toujours en totalité, aucune reprise partielle ne peut donc être admise.

2.2. LA PROCÉDURE DE REPRISE ANTICIPÉE DES RÉSULTATS

Cette procédure avait été mise en place à l'occasion de la généralisation de la M14 en 1997, afin de permettre aux communes de gérer le changement de système entre les comptabilités M11-M12 et le M14. En effet, en M11-M12 le prélèvement était réalisé dans l'exercice et donc inclus dans le résultat, alors qu'en M14, le virement prévu au budget s'exécute en N+1.

La reprise anticipée du résultat ne constitue qu'une possibilité par rapport à la procédure de droit commun exposée ci-dessus.

2.2.1. La période de reprise anticipée

La reprise anticipée ne peut s'effectuer qu'entre le 31 janvier et le 31 mars, c'est à dire après la clôture de la journée complémentaire afférente à l'exercice clos, et jusqu'à la date limite de vote du budget. L'objectif consiste en effet à autoriser la reprise anticipée d'un résultat excédentaire présentant un caractère certain pour éviter de recourir à la fiscalité.

2.2.2. Les conditions

Il n'y a reprise anticipée que si le compte administratif n'est pas voté ; dans le cas contraire, il s'agit d'une reprise dans les conditions habituelles, quel que soit le budget de reprise (voir ci-dessus).

Si la collectivité choisit de reprendre le résultat par anticipation, cette reprise doit obligatoirement s'effectuer en une seule fois et en totalité, c'est à dire qu'elle doit concerner : le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou le cas échéant l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation, dans leur intégralité.

2.2.3. Le calcul du résultat à reprendre

Le résultat repris par anticipation est en principe l'excédent de fonctionnement (le résultat cumulé de la section de fonctionnement).

Le déficit de fonctionnement peut de la même façon faire l'objet d'une reprise anticipée. Il est alors reporté en dépenses de la section de fonctionnement.

Lorsque le résultat de fonctionnement est repris par anticipation, la reprise s'effectue dans les conditions suivantes :

- l'excédent de la section de fonctionnement est destiné à couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (y compris les restes à réaliser) ;
- le solde disponible peut être inscrit, soit en section de fonctionnement, soit en section d'investissement.

La loi mentionne à cet effet que le conseil municipal inscrit également au budget de reprise la prévision d'affectation.

En effet, tant que le compte administratif n'est pas voté, les comptes de l'exercice clos ne sont pas considérés comme arrêtés au sens de l'article L. 1612-12 du CGCT ; or, il ne peut y avoir aucune affectation avant l'arrêté des comptes.

Par ailleurs, la loi permet également la reprise par anticipation de l'excédent éventuel de la section d'investissement.

Ce cas de figure ne devrait se produire que dans des cas exceptionnels, compte tenu du dispositif de virement de section à section existant en M14. Celui-ci a normalement pour effet de dégager un déficit de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice dans la mesure où la prévision relative au virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement ne se réalise jamais dans l'exercice. Un excédent d'investissement signifierait donc que les recettes de l'exercice clos (subventions, emprunts) ont été effectivement constatées alors que les dépenses n'ont pas été réalisées. Une telle situation peut néanmoins se produire lorsque certaines recettes imprévues ont été constatées sans que leur emploi ait été inscrit au budget (cession de terrains ou d'immobilisations), ou lorsque la commune a inscrit des amortissements ou des provisions qui n'étaient pas destinées à financer des dépenses de l'exercice.

Lorsqu'il existe un excédent d'investissement, il peut faire l'objet d'une reprise anticipée par report dans les recettes d'investissement (ligne 001).

2.2.4. La régularisation

Lors du vote du compte administratif, les résultats sont définitivement arrêtés.

L'assemblée délibérante doit, lorsque les résultats font apparaître une différence avec la délibération relative à la reprise anticipée, procéder à la régularisation dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif.

La régularisation intervient toujours avant la fin de l'exercice suivant l'exercice clos.

En tout état de cause, la délibération d'affectation du résultat doit intervenir, comme pour la reprise classique des résultats, après le vote du compte administratif, qu'il y ait ou pas différence avec la reprise anticipée.

Enfin, l'exécution du titre de recettes sur le compte 1068 ne peut avoir lieu qu'après vote du CA et au vu de la délibération d'affectation.

3. MODIFICATION DE L'IMPUTATION COMPTABLE DE LA T.D.E.N.S. ET DE LA T.D.C.A.U.E.

L'article 12 modifie l'imputation comptable de la taxe départementale pour le financement des dépenses de conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (T.D.C.A.U.E.) et de la taxe départementale des espaces naturels sensibles (T.D.E.N.S.).

Ces deux taxes s'imputaient en recettes de la section d'investissement du budget départemental conformément à l'article L.3332-3 (2° et 4°) du code général des collectivités territoriales alors qu'elles étaient affectées pour l'essentiel à des dépenses de fonctionnement.

Les bases de liquidation de ces taxes, ainsi que les dépenses dont elles assurent le financement demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.142-2 du code de l'urbanisme, la T.D.E.N.S. est affectée à l'acquisition, l'aménagement et l'entretien d'espaces naturels et de certains sentiers. Or, seules les acquisitions s'inscrivent en section d'investissement.

L'article 14 de la loi de finances rectificative pour 1981 prévoit que la T.D.C.A.U.E. couvre essentiellement des charges de fonctionnement et notamment des frais d'intervention, d'assistance ou encore de formation.

L'imputation de ces deux taxes en section de fonctionnement permettra dorénavant de financer des dépenses de fonctionnement. Le financement de dépenses d'investissement demeure possible par la procédure du prélèvement (cf. instruction M51, p. 64-65).

L'emploi de ces recettes est détaillée au budget et au compte administratif dans l'état des recettes grevées d'affectation spéciale.

* * *

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la Direction Générale sous le timbre du bureau 6C.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6^{ÈME} SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX

ANNEXE : Articles 7, 8, 12 de la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999 modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'État aux collectivités locales.

LOI n° 99-1126 du 28 décembre 1999 modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'État aux collectivités locales (1)

NOR : INTX9900110L

Article 7 :

Il est inséré, dans le code général des collectivités territoriales, un article L. 2311-4 ainsi rédigé :

« Art. L. 2311-4. - A l'occasion d'un recensement général ou complémentaire de population, les communes et leurs établissements publics administratifs disposent d'un exercice budgétaire, à compter de la date de publication des résultats, pour se conformer aux dispositions budgétaires et comptables liées à leur appartenance à une strate démographique différente. »

Article 8 :

Il est inséré, dans le code général des collectivités territoriales, un article L. 2311-5 ainsi rédigé :

« Art. L. 2311-5. - Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice clos, cumulé avec le résultat antérieur reporté, est affecté en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la clôture de l'exercice suivant.

« La délibération d'affectation prise par l'assemblée délibérante est produite à l'appui de la décision budgétaire de reprise de ce résultat.

« Le résultat déficitaire de la section de fonctionnement, le besoin de financement ou l'excédent de la section d'investissement sont repris en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice.

« Entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L. 1612-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou le cas échéant l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation.

« Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante procède à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article. »

ANNEXE (suite et fin)

Article 12 :

- I. - Le dernier alinéa de l'article L. 1599 B du code général des impôts et le dernier alinéa de l'article L. 142-2 du code de l'urbanisme sont complétés par les mots : « et a le caractère d'une recette de fonctionnement ».
- II. - Le a de l'article L. 3332-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un 7° ainsi rédigé :
« 7° Le produit de la taxe destinée au financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement. »
- III. - Le b de l'article L. 3332-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un 4° ainsi rédigé :
« 4° La taxe départementale des espaces naturels sensibles. »
- IV. - Les 2° et 4° de l'article L. 3332-3 du code général des collectivités territoriales sont abrogés